

Publié le 18 juin 2021

Le paradoxe africain

L'Afrique est un sujet totalement stratégique pour la France, mais à la fois extrêmement passionnel et fort mal connu. Pour cette raison, l'exercice consistant à réunir les meilleurs experts, lors d'une journée consacrée à ce continent, pour sortir des fantasmes, des poncifs, des erreurs et approximations, et des sentiers battus, s'avère être d'une grande nécessité.

Le 10 Juin dernier se sont déroulées, en visio sans public le matin, à l'amphi Foch de l'École militaire l'après-midi, les [deuxièmes Assises HEC de la Géopolitique](#). Organisées par le *Club HEC Géostratégies*, en partenariat avec l'*Association des auditeurs région Paris IDF*, et cette année avec le *CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique)* et la revue *Conflits*, elles visent à réunir, pour une région du monde déterminée et pendant une journée complète, la [fine fleur des entreprises et celle des analystes militaires et géopoliticiens](#). Le but est de faire en sorte que se parlent – ce qui n'est pas toujours le cas – des personnes issues du monde des affaires, dont le tropisme est plutôt tourné vers la mise en valeur des opportunités, en minimisant parfois les risques, et d'autres issues de celui de la géopolitique, dont la perception des choses est plutôt tournée vers l'analyse des risques, en minimisant souvent les opportunités. En faisant cet exercice, on s'aperçoit qu'il génère une vision assez intéressante, plus riche parce que plus réaliste, et aussi plus complexe, parce que pas plus l'appréhension des risques que celles des opportunités ne débouche sur un choix binaire, blanc ou noir.

De plus, il est à remarquer que tous les grands pays – et aussi ceux qui aspirent à l'être – ont une appréhension géopolitique et globale de leur politique commerciale. C'est le cas des USA et de la Chine, ô combien ! Mais c'est aussi le cas de la Russie, de certains pays du golfe Persique, de l'Angleterre, et aussi de l'Allemagne, d'une certaine façon. Il serait très contre-productif que la France «découple» sa vision de la géopolitique et celle de ses affaires. Tout rapprochement entre ces deux mondes, et toute «globalisation» des objectifs politiques, stratégiques, sécuritaires et commerciaux, sont donc très bienvenus.

L'Afrique, terre de paradoxes et terre d'opportunités

Dans le cas présent, après des premières Assises consacrées, en 2019, aux *Enjeux géoéconomiques des Routes de la soie*, celles-ci avaient pour thème *Le paradoxe africain. Menaces et perspectives*. Ce titre voulait montrer que, si l'on peut employer pour ce continent le mot «Afrique» (et non «Afriques», avec un «s»), comme l'a fait remarquer Hubert Védrine dans son intervention conclusive), c'est véritablement, en effet, une terre de paradoxes, à la fois remplie d'opportunités et de risques, sans que l'on puisse déterminer facilement, au stade où nous sommes, ce qui en sortira à l'avenir des uns et des autres. Entre le futur d'un développement généralisé et celui d'un chaos généralisé, qui peut dire aujourd'hui ce qui prévaudra ? Que doivent faire les décideurs africains

d'aujourd'hui et de demain pour éviter les pièges et pour mettre véritablement la main sur leur destin ? L'exercice était donc particulièrement difficile, et donc extrêmement nécessaire !

Organisée de façon très classique autour de 4 tables rondes (*Les fondamentaux de l'Afrique, Forces et faiblesses, Menaces et opportunités, L'Afrique de demain. Perspectives, priorités d'action. Utopies et dystopies*), cette journée a été encadrée par trois interventions remarquables : celle d'*Étienne Giros*, Président délégué du CIAN, en ouverture du matin, celle du Général *Pascal Facon*, ancien chef de la Force Barkhane, en ouverture de l'après-midi, et enfin celle, au titre de «témoignage d'une personnalité africaine», de *Lionel Zinsou*, ancien Premier Ministre du Bénin, avant la conclusion d'*Hubert Védrine*. De plus, au milieu d'interventions de décideurs d'entreprises et d'experts, toutes très intéressantes, au sein des tables rondes, deux d'entre elles se détachaient incontestablement : celle (à la table ronde 4 de l'après-midi) de *Samuele Furfari*, spécialiste des questions énergétiques, et celle (à la table ronde 3 de l'après-midi) de Mme *Niagalé Bagayoko*, Présidente de l'African Security Sector Network.

En ouverture du matin, Étienne Giros nous a rappelé certaines vérités souvent méconnues ou oubliées. D'abord, le fait que l'Afrique est véritablement une terre de paradoxes et de très forts contrastes : douleurs terribles et bonne humeur, richesse et pauvreté extrême, sécheresse et abondance de pluie, corruption et don de soi, société campagnarde et gigantesques bidonvilles, etc. L'Afrique ne laisse personne indifférent. «On l'aime ou on la déteste», dit Étienne Giros. Il rappelle également que la décolonisation ne s'est pas passée de la même façon pour la France ou pour l'Angleterre, par exemple. Les Anglais sont purement et simplement partis. Les français ont voulu organiser, avec leurs anciennes colonies, un partenariat autant économique que culturel, autour d'une véritable amitié. Même s'il n'était dénué d'arrière-pensées d'un côté comme de l'autre (la recherche pour la France, contre une «protection», de «profondeur» stratégique et politique), il n'était pas que cela, et aujourd'hui encore, l'affectivité n'est pas absente des relations avec nos anciennes colonies, ce qui ne facilite pas toujours les choses.

Étienne Giros modifie un peu le jugement négatif à propos d'une perte d'influence de la France en Afrique. En effet, même si la part de commerce de la Chine avec l'Afrique est passée en vingt ans de 5 % à 20 %, alors que la France est passée, dans le même temps, de 10 % à 5 %, et si l'image de la France auprès des élites africaines est aujourd'hui dégradée (sans doute à cause du fait que la France ne clarifie pas assez ses objectifs politiques et stratégiques), les entreprises françaises sont très présentes sur le continent (par exemple, 800 entreprises françaises uniquement à Abidjan). De plus, elles ne font pas uniquement de l'import-export, mais elles produisent et distribuent beaucoup sur place, ce qui n'est pas pris en compte dans les statistiques douanières. Elles ne participent donc pas uniquement à un système de prédation sur les matières premières, mais aussi au développement local, ce qui est très important.

Enfin, Étienne Giros fait part de son optimisme par rapport à un développement positif du continent. Ceci doit être une ambition, parce que l'Afrique représentera demain *le quart des habitants de la planète* ! Nous n'avons pas le droit de manquer cette opportunité. Et ceci est possible, à condition de mettre l'accent sur trois fondamentaux : *la gouvernance, les infrastructures, enfin l'éducation et la formation*.

Sécurité en Afrique : une question essentielle mais complexe

En ouverture de l'après-midi, le Général Pascal Facon, ancien chef de la Force Barkhane, nous a rappelé, en préliminaire, que les questions africaines, pour les Français et les Africains, sont souvent passionnelles, ce qui ne facilite pas la recherche de solutions rationnelles. Ensuite, il nous a montré que la question de la sécurité en Afrique, et au Sahel en particulier, est à la fois essentielle et fort complexe :

- Essentielle, parce qu'elle est, pour nombre d'Africains, la condition du choix de l'alternative politique. Aujourd'hui, le seul choix est celui entre cette sécurité et une société totalitaire, à la fois islamiste et mafieuse.
- Complexe, parce que de nombreux facteurs entrent en jeu : la *perméabilité des frontières*, qui oblige les acteurs régionaux à une véritable coopération sécuritaire, domaine où la réussite n'était pas évidente, et dans lequel ils ont fait de très grands progrès. La *démographie et l'urbanisation des villes moyennes* en particulier, ce qui crée des pôles de pouvoir politique «provinciaux» (ce que Pascal Facon appelle la «ségrégation de l'espace»), qui peuvent rendre beaucoup plus compliqué l'exercice du pouvoir central. Enfin, trop souvent, la *faiblesse des États centraux*, qui consacrent, d'une façon générale, beaucoup trop peu d'efforts et d'argent à leur administration, sécuritaire ou non.

Parmi les scénarios possibles, Pascal Facon cite ceux qui pourraient être vertueux, incluant la *libre circulation* des personnes et des biens, un *arrimage suffisant des villes secondaires* à l'administration centrale, une *architecture de sécurité collective* et une *gouvernance sécuritaire* efficaces (entre l'armée, la police nationale et les polices locales : qui fait quoi et où ?), une *adaptation des pays partenaires* (ce sont les pays africains qui doivent faire leurs choix), enfin une cohérence entre la vision politique, militaire, capacitaire et celle du développement économique. Enfin, Pascal Facon met l'accent sur un point qui lui semble essentiel : celui de la *formation professionnelle*, susceptible d'apporter à la fois les compétences techniques dont l'Afrique a besoin, et l'arrimage culturel avec la France.

La démographie africaine

La troisième intervention structurante est celle de Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin. D'une présentation extrêmement riche et complète, un point très saillant est à retenir, celui – sujet de tant de déclarations fantaisistes et de fantasmes – qui concerne la *démographie africaine*. Ainsi, Lionel Zinsou nous rappelle d'abord que la fécondité africaine *baisse partout*, et que si la démographie progresse aussi vite, c'est d'abord du fait de l'*augmentation très spectaculaire de l'espérance de vie*, qui croît aujourd'hui, globalement, *d'un an par an*. Moins de mortalité infantile, moins de malades, voilà le secret de la croissance africaine, et non pas le fait d'une reproduction effrénée et fantasmagorique, propre à susciter toutes les peurs occidentales. Par exemple, dans un pays comme la Tunisie, qui ne renouvelle plus ses générations depuis longtemps, avec moins de 2 enfants par femme, l'espérance de vie continue d'augmenter à grande vitesse. Et ceci se produit également au Maroc et en Algérie.

Lionel Zinsou explique en particulier que dans son pays, le Bénin, alors que dans le Nord, les familles ont en moyenne 6 enfants par femme (et en souhaitent 10), avec 25 % de scolarité, à Cotonou, par contre, la fécondité est de 2,8 enfants par femme, avec 98 % de scolarisation. À l'évidence, le nombre d'enfants par femme dépend de l'état de développement du pays ou de la zone : en zone pauvre et rurale, il faut des enfants : 1. parce qu'il en meurt plus qu'ailleurs, 2. pour cultiver les terres, 3. pour assurer la vieillesse des parents, alors qu'en ville, il faut réserver les ressources pour offrir la scolarité à ceux des enfants qui ont des chances de réussir. Et les populations africaines savent extrêmement bien faire ce genre d'arbitrages.

En conclusion de ce point, Lionel Zinsou rappelle que ce qui caractérise aujourd'hui la société africaine, c'est avant tout sa *vitesse d'adaptation*.

Énergie et Sahel : deux points clefs

En dehors de ces interventions, et dans le cours des 4 tables rondes, deux interventions remarquables nous ont aussi rappelé d'importantes évidences :

- Celle de Samuele Furfari, Professeur de géopolitique de l'énergie à l'Université libre de Bruxelles et ancien haut fonctionnaire de la Communauté Européenne. Il souligne que «sans énergie, pas de vie, et pas d'Afrique, tout simplement». Il rappelle que l'énergie abondante et bon marché, c'est la clef de la qualité de vie, et aussi de l'espérance de vie. L'espérance de vie en Afrique est 60 % de celle de l'Europe. En Europe, un habitant consomme, sous différentes formes, l'équivalent de 3 300 kg de pétrole/an. En Afrique, 700 kg/an, soit 5 fois moins, dont 60 % sous forme de bois, contribuant ainsi à la déforestation. Pour ce qui est de l'électricité, un Européen consomme environ 6 100 kWh/an, en Afrique 530. En RDC, 19 % de la population seulement a accès à l'électricité, au Burundi, au Tchad ou au Sud-Soudan, 7 % seulement. Pour ce qui est de la cuisine, les choses sont encore pires : en 2000, 600 millions d'Africains pratiquaient la cuisine «rustique» (à base de bouses séchées ou de bois vert), en 2019, 900 millions, avec tous les risques pour la santé que cela comporte, en particulier la mortalité infantile. Le problème en Afrique n'est donc pas entre énergie renouvelable et non renouvelable, mais entre énergie abondante, propre et bon marché, santé et développement d'un côté, et trappe à pauvreté de l'autre. Pour Samuele Furfari, l'avenir proche est aux centrales à charbon (que la Chine, en notre absence, vend à l'Afrique à tour de bras), aux barrages, et demain aux petites centrales nucléaires. Si nous ne nous investissons pas dans les chantiers fondamentaux, nous sortirons purement et simplement du continent.
- Enfin, Niagalé Bagayoko, à propos du Sahel, a pratiquement résumé l'ensemble du colloque avec une seule remarque, en conclusion de son propos, lorsqu'elle a demandé s'il ne faudrait pas que l'État français y clarifie ses *objectifs politiques*. Elle a fait remarquer que l'expression de «guerre contre le terrorisme» était impropre, puisque le terrorisme est *un moyen, et non pas une fin*. On ne fait pas la guerre contre des canons, mais contre ceux qui les pointent. De même, on ne fait pas la guerre contre des terroristes, mais contre ceux qui leur fixent les objectifs, les arment et les financent. Et à ce titre, nos «ennemis» au Sahel sont précisément ceux que nous considérons comme nos «amis» du Golfe, Qatar ou autres. Il

faudrait peut-être leur dire que nous ne l'acceptons plus. Lever cette ambiguïté fondamentale est le moins de ce que nous devons à nos enfants qui meurent aujourd'hui, à cause de cette incohérence, dans les sables africains...

En résumé, une grande journée, riche et salutaire.

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr